



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

85^{ème} assemblée générale de la Fédération des Entreprises Romandes Genève

La Fédération des Entreprises Romandes Genève a tenu aujourd'hui son assemblée générale. Les conditions cadre de la Suisse ont été longuement discutées par l'ensemble des intervenants. La politique sociale, le partenariat social, la fiscalité des entreprises et l'immigration ont ainsi été analysés.

Nicolas Brunshawig, président de la Fédération des Entreprises Romandes Genève (FER Genève), a rappelé que la Suisse bénéficie d'une situation économique et sociale satisfaisante, grâce à des conditions cadre flexibles, qui ont permis l'émergence d'un système de protection sociale fort et sans dettes. De l'autre côté de la frontière, l'Europe, hormis les pays nordiques, a légiféré, réglementé et taxé sans relâche, toutes actions qui l'ont menée dans une situation de récession et de fort endettement.

Initiatives extrémistes

Malgré les preuves évidentes qui montrent que la flexibilité permet de garder une situation économique saine, qui permet de financer un filet social sûr, certains courants politiques veulent mettre à mal ces acquis. Nicolas Brunshawig a ainsi cité l'initiative 1 :12 qui serait, en cas d'acceptation «une réelle catastrophe pour la Suisse et plus encore pour Genève, qui a la chance d'avoir de nombreux sièges d'entreprises multinationales». D'autres initiatives, émanant autant de gauche que de droite avec, pour trait d'union, leur caractère populiste, sont celle sur le salaire minimum, celle réclamant un impôt sur les successions, qui rendrait la transmission d'entreprise plus que difficile, ou encore celles concernant l'immigration.

Système des trois piliers

Blaise Matthey, directeur général de la FER Genève, s'est inquiété du démantèlement du système des trois piliers auquel aspire la gauche, avec la disparition du deuxième pilier en faveur de l'AVS. «On appelle cela de la spoliation», analyse-t-il, ajoutant que «la FER Genève continuera à défendre les trois piliers, avec leurs solidarités, contre ceux qui font miroiter des lendemains qui ne chanteront que pour eux. Très concrètement, nous ne croyons pas qu'il soit dans l'intérêt des entreprises d'aller vers un système d'individualisation de la prestation de retraite, que les assurés seront incapables de maîtriser».

Immigration bénéfique

Si les assurances sociales sont mises en péril par des revendications émanant de cercles les plus divers, elles demeurent pour l'instant financièrement équilibrées grâce à l'immigration. La libre circulation des personnes a eu un effet positif en termes de croissance, d'emploi, de niveau des salaires et, précisément, de financement des assurances sociales. Près de cent vingt accords unissent la Suisse à l'Union européenne, dont un noyau dur de sept accords, «qui tomberont comme des dominos si la libre circulation est remise en cause», prévoit Blaise Matthey. La clause de sauvegarde, qui vient d'être actionnée par le Conseil fédéral pour l'ensemble des pays de l'Union européenne, est un signal très négatif. «Or, personne, je dis bien personne, n'a, à l'occasion de l'annonce faite sur la



clause de sauvegarde, posé la question fondamentale du maintien de ces accords et, surtout, de ce qui suivrait, le cas échéant, leur démantèlement.»

Fiscalité des entreprises

Une autre pierre d'achoppement avec les partenaires économiques de la Suisse est la fiscalité des entreprises. Tant l'OCDE que l'UE attendent des efforts d'uniformisation de la part de la Suisse, ayant bien du mal à comprendre que la fiscalité est du ressort des cantons, ce qui rend le dialogue d'autant plus difficile. Il convient de prendre rapidement des mesures adéquates, raison pour laquelle la FER Genève a salué la proposition du Conseil d'Etat genevois, qui propose un taux d'imposition des entreprises de 13%. Aujourd'hui, à Genève, les entreprises sont imposées à 24% et celles au bénéfice d'un statut fiscal à 11,6%. Une telle réforme profiterait donc en premier lieu aux entreprises locales, celles au statut devant consentir un effort qui resterait réaliste. Aller dans une telle direction est d'autant plus important que ces mesures permettraient de réinstaurer une stabilité fiscale mise à mal ces derniers temps. Or, la stabilité est un facteur fondamental pour les entreprises. Il convient de rappeler à cet égard que 40% de la valeur ajoutée cantonale dépend de l'activité internationale suisse et étrangère déployée à Genève. Un quart provient directement des entreprises au bénéfice d'un statut fiscal, lesquelles contribuent à hauteur de 25% au PIB cantonal, tout en fournissant cinquante mille emplois. «A supposer que l'on n'adapte pas la fiscalité des entreprises, par quoi va-t-on remplacer la perte de cette substance économique internationale?» a demandé Blaise Matthey. Cette question ne touche pas que Genève: «Les équilibres internes du pays impliquent que les régions les plus riches versent des sommes importantes aux moins pourvues. A supposer qu'elles s'appauvrissent, ces sommes diminueront, comme diminueront les rentrées destinées à la Confédération. Il faut donc comprendre que nous sommes tous dans le même bateau. On peut choisir de le renforcer ou de couler ensemble», a conclu Blaise Matthey.

La Fédération des Entreprises Romandes Genève en bref

La FER Genève est une organisation patronale et économique faîtière, créée en 1928. Elle défend les intérêts de 75 associations professionnelles et de 26'000 entreprises membres, dont 9000 indépendants, tant sur le plan politique qu'économique. Ses adhérents sont représentatifs de tous les secteurs économiques (entreprises multinationales, finance, artisanat, industrie, services, etc.) et consistent pour deux tiers d'entre eux en des PME de cinq personnes au maximum. La FER Genève est active dans les secteurs des associations professionnelles et économiques, des caisses de compensation, de prévoyance et d'allocations familiales. Elle offre des services notamment dans les domaines du droit du travail, de la formation professionnelle, de la santé et de la sécurité au travail, ainsi que dans la gestion des salaires.

Contacts:

Nicolas Brunschwig, président – 022 818 11 11 – nicolas.brunschwig@fer-dg.ch

Blaise Matthey, directeur général – 058 715 32 15 – blaise.matthey@fer-dg.ch

Véronique Kämpfen, directrice du département communication – 058 715 34 59 – veronique.kampfen@fer-ge.ch